



Autorité environnementale

conseil général de l'Environnement et du Développement durable

www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr

Rapport d'activité 2020 de l'Ae



L'Ae *parmi les autorités environnementales*

Ae - créée en 2009

Composée de 17 membres en 2020 (11 ingénieurs et inspecteurs généraux du CGEDD + 6 personnalités qualifiées) nommés par la ministre *intuitu personae*

Une équipe permanente de 8 agents

Président : Philippe Ledenvic

Les autres autorités environnementales

Le Commissariat général au développement durable

Les MRAe – créées en 2016. Un président dans chaque région et DOM (+ Saint-Pierre et Miquelon / Saint-Barthélemy)

Depuis le 11 août 2020, la conférence des autorités environnementales est présidée par le vice-président du CGEDD

Cette conférence de presse porte sur l'activité de l'Ae



Des processus transparents qui garantissent l'indépendance de ses avis et de ses décisions

Élaboration de l'avis :

Ae = deux rapporteurs, de profils et de sensibilités complémentaires

Relecture collégiale des projets d'avis

Prise en compte de toutes les réactions

Délibérations collégiales et consensuelles.

Aucune absence d'avis depuis la création de l'Ae.

Premier avis « tacite » prévu en 2021

Publication des avis sur Internet dans la foulée des délibérations

Adaptation à la crise sanitaire

- des délibérations en visioconférence (20-25 participants)
- maintien des visites sur site, sauf rares exceptions
- respect des délais propres à l'Ae – quelques avis décalés dans le temps

Production de l'Ae en 2020

Avis

91 avis délibérés

65 projets, dont

- **37 projets « transports »** : 20 routiers, 7 ferroviaires, 6 fluviaux et maritimes, 4 aéroports
- **16 projets d'aménagement** (dont 4 dossiers de ZAC en relation avec les JO, 1 aménagement foncier, agricole et forestier)
- **5 ICPE, 1 INB**
- **1 projet « énergie »**
- **1 station d'épuration**

26 plans et programmes (dont 7 plans régionaux forêt et bois, 4 programmations énergie climat, 3 SDAGE/SAGE, 3 plans de prévention des risques, 2 Sraddet, 2 PNR, 2 DSBM)

Décisions après examen au cas par cas

156 décisions rendues – 36 projets soumis à évaluation environnementale et 14 plans / programmes soumis à évaluation environnementale

Avis de l'Ae - volumétrie

N.B. Décalage des saisines liée à la crise sanitaire : l'activité mensuelle a doublé sur la période décembre 2020 – mai 2021 (99 avis sur cette période ; 3 séances en décembre et en janvier)

Une proportion importante de plans programmes

Dans la continuité de l'activité de 2019 : avis sur des plans régionaux forêt et bois, des Sraddet et des plans de prévention des risques

Premiers avis sur des Sdage et des PGRI

Un zoom dans le rapport annuel sur les avis plans / programmes. Développé également dans la synthèse annuelle des autorités environnementales

L'Ae a revu la structure de ses avis en 2020 pour mieux faire ressortir le caractère suffisant ou pas de leurs ambitions environnementales et la pertinence des actions prévues pour les atteindre.

Un flux désormais régulier de demandes de cadrage préalable

Proportionnellement, beaucoup de projets routiers (initiés au XX^{ème} siècle)

Un zoom sur les « projets anciens » (RCEA, LEO, déviations d'Evreux et de Vesoul, RN88)

Quelques grands projets à enjeux : terminal T4 de Roissy, Ecocombust, Roissy-Picardie, Bray-Nogent



Quelques démarches atypiques

Avis de l'Ae en vue de la régularisation de certaines autorisations demandées par les juridictions administratives

Le contenu des dossiers de régularisation est trop souvent minimal.

À titre d'exemple, l'Ae n'aura jamais été en mesure d'apprécier les effets sur la biodiversité de la ligne 17 nord dans son ensemble.

Rappel des processus qui garantissent l'indépendance de l'Ae

À l'occasion de l'instruction d'un recours gracieux sur une décision au cas par cas

Contribution de l'Ae à une consultation publique sur un dossier incomplet



Les principaux messages

Un leitmotiv : comment prendre en compte l'évolution d'un projet au cours du temps ?

- revoir les scénarios de référence (un zoom). Prendre en compte les évolutions constatées depuis les origines des projets/plans/programmes

Les évaluations socioéconomiques des infrastructures doivent désormais prendre en compte les objectifs de réduction des émissions prévues par la stratégie nationale bas carbone

- de façon logique, les effets à moyen et long terme de la crise sanitaire sont incertains → pas encore pris en compte. Mais ils vont devoir l'être.

+ jurisprudence du tribunal administratif de Montreuil pour CDG Express

- l'actualisation des études d'impact : les « vieux projets » sont-ils encore pertinents? sont-ils encore réalisables ? (deux zooms)



Zoom sur des thématiques désormais récurrentes

Le changement climatique

Une note de l'Ae en préparation.

Constat : Volet encore très insuffisamment traité dans les études d'impact : pas d'analyse quantifiée, pas de démarche « ERC », jamais de compensation carbone (sauf secteur aérien)

Cette question n'est toujours pas traitée avec le sérieux nécessaire.

Le « zéro artificialisation nette » (également développé dans la synthèse annuelle)

« Nette » → compensation fonctionnelle

Un sujet en devenir (loi climat résilience) : le zoom soulève de nombreuses questions développées dans plusieurs avis de l'Ae, auxquels plusieurs articles du projet de loi pourraient apporter des réponses.

Le « bruit »

Rappel : note de l'Ae n° 2014-N-02

Nécessité éprouvée par l'Ae en 2020 de souligner l'écart entre le contenu des dossiers, la réglementation et « l'état de l'art ».



La réforme des autorités environnementales

Décret n° 2020-844 du 3 juillet 2020

Compétence d'autorité environnementale pour les avis

Plans / Programmes : Ae / MRAe

Projets : CGDD / Ae / MRAe

Compétence pour prendre des décisions après examen au cas par cas

Plans / Programmes : Ae / MRAe

Projets : création d'une autorité spécifique par la loi
énergie climat (novembre 2019)

Définition de cette autorité compétente +
prévention des conflits d'intérêts

Complexité du dispositif : grand nombre d'autorités compétentes, parfois difficiles à déterminer.

**Complément de mise en demeure de la Commission européenne
questionnant l'objectivité des autorités chargées du cas par cas.
L'insécurité juridique du dispositif n'est pas levée**

Pouvoir d'évocation : ministre pour tous les dossiers ; décisions motivées



La réforme des autorités environnementales

Décret du 11 août 2020

Officialisation de la création d'une conférence des autorités environnementales ;

Présidence assurée par le vice-président du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;

Le président de l'Ae n'est plus chargé de « s'assurer du bon exercice de la fonction d'autorité environnementale ».

L'Ae continue à travailler étroitement avec le CGDD et avec les MRAe, dans le respect de l'indépendance de chacun (partage d'interprétations, co-rapportage de dossiers, élaboration de la synthèse annuelle des autorités environnementales).



Merci de votre attention

